



Introduction

Intégration régionale, démocratie et panafricanisme: paradigmes anciens, nouveaux défis

Alexis B.A. Adandé

Introduction

À l'occasion du 30e anniversaire du CODESRIA, une importante moisson de contributions a été faite autour du thème central de la grande conférence commémorative, tenue à Dakar du 10 au 12 décembre 2003, à savoir : « Intellectuels, nationalisme et idéal panafricain ». Nous avons ici réuni, huit des nombreuses communications de la rencontre de Dakar. Chacun des auteurs a exploré, sous un angle particulier, des questions relatives à l'intégration régionale, à la démocratie ou au panafricanisme. Autant de paradigmes qui ont été forgés ou qui ont été examinés dans leur application au continent africain au cours du siècle passé, particulièrement durant la lutte pour l'émancipation et au lendemain des indépendances. En fait, ces paradigmes qui gardent apparemment toute leur actualité sont à nouveau examinés à la lumière des réalités contemporaines.

Pour la commodité de la lecture du présent volume, les contributions sont regroupées en trois parties. La première regroupe des textes qui auscultent les bases potentielles de la solidarité et de l'intégration africaines sans qu'il ne soit fait l'impasse sur les contradictions existantes dans les relations entre Africains ou avec les descendants des diasporas.

Fouad Soufi nous offre, à partir du récit critique des débats parlementaires en 1947 sur le statut de l'Algérie (départementalisation, territoire d'outre-mer ou associé dans l'Union française), un voyage dans l'histoire de la décolonisation tumultueuse de l'Algérie. Il remonte à la période antérieure au déclenchement de la lutte armée pour examiner les attitudes et les prises de

2 Intégration régionale, démocratie et panafricanisme: paradigmes anciens, nouveaux défis

position des députés africains à l'Assemblée française au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale sur la question algérienne. Il identifie, dès cette période, des actes de solidarité, au-delà des contradictions ou des manœuvres de division entre colonisés ou même au sein du peuple algérien (la question berbère). C'est là une invite à un approfondissement des recherches sur les solidarités africaines en appliquant en toute rigueur les techniques de la science historique. C'est également à l'histoire qu'a recours Zahra Tamouh pour situer le triple héritage du Maroc contemporain qui appartient à la fois à la civilisation islamo-orientale, à l'Europe méditerranéenne à travers la civilisation islamique de Grenade (Al Andalous) et à l'Afrique subsaharienne par le canal des relations du sud Maroc avec le Soudan occidental. Au royaume chérifien se développe au niveau académique un intérêt pour les études africaines qui ont donné naissance à une nouvelle école d'investigation qui se consacre à approfondir les connaissances sur les rapports entre le Maghreb et les régions au sud du Sahara, sous tous les aspects. Elle n'hésite pas à identifier les points d'achoppement dans ces relations séculaires, particulièrement la question de l'occupation du Ghana par les Almoravides, l'invasion du Songhaï par les troupes d'Al Mansour et les actes des Armas (ces descendants des conquérants marocains dans l'actuel Mali) et l'esclavage et la présence de Noirs subsahariens au Maroc. Toutefois, elle conclut que les points de convergences (commerce de l'or qui a assuré une certaine prospérité du Maroc, partage de valeurs de civilisation arabo-musulmanes, etc.) sont plus profonds que ceux qui divisent. Il est heureux qu'au Maroc se développent des recherches sur les échanges et les influences réciproques entre les entités politiques et les peuples des deux rives du Sahara. La démarche que propose l'historienne dans sa contribution, pourrait se révéler féconde pour renforcer la portée de travaux quelque peu marginalisés dans les institutions académiques du Maghreb. Son insistance pour une large diffusion des résultats est pertinente et on ne peut que recommander une plus grande collaboration entre centres de recherche et universités de part et d'autre du grand désert. Il ne saurait y avoir une véritable intégration sans une connaissance mutuelle. C'est une question complexe d'identité et de méconnaissance mutuelle que nous présente Konaté Kangbai qui examine, à la base, le vécu des relations de diasporas de souches africaines aux États-Unis d'Amérique. Il s'agit des Africains-Américains et des immigrés africains et antillais (première et deuxième générations). La finesse de cette analyse force à la nuance dans l'appréhension des ressorts d'un éventuel mouvement de solidarité entre les diasporas africaines ancienne et récente qui se construirait par la base. Cette contribution met en lumière le hiatus de méconnaissance mutuelle qui sépare la majorité des Africains-Américains (natifs) des Africains immigrés (résidant aux États-Unis). Il en découle des préjugés tenaces et des stéréotypes réciproques des uns sur les autres.

La deuxième partie réunit trois textes qui d'une façon ou d'une autre, examinent le panafricanisme à l'épreuve de la démocratisation et de la mondialisation. Dans son texte, Ngodi Etanilas fait une rétrospective du panafricanisme depuis sa naissance en Amérique du Nord jusqu'à son implantation sur le continent africain, comme un mouvement ou un courant d'idées mobilisateur qui a connu des moments forts en Europe avec les grandes conférences fondatrices du passage du relais panafricain aux intellectuels d'Afrique. Il distingue dans le panafricanisme le courant des révolutionnaires de celui des minimalistes. Le triomphe des thèses de ces derniers serait à la base des échecs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans la voie d'une réelle intégration continentale. Les manipulations néocoloniales et les dérives autoritaires des régimes postcoloniaux ont eu pour corollaires les déboires du multipartisme et le recul de la démocratie, sur fond de crises économiques et sociales. Avec la fin de la guerre froide dans les années 90, l'Afrique a connu une série de conférences nationales en même temps qu'émergeait la nouvelle Afrique du Sud. Cette phase de l'histoire immédiate du continent est marquée par l'échec de l'instauration de véritables multipartismes et d'une démocratie institutionnelle. L'auteur en appelle aux intellectuels pour relever le défi de l'instauration d'une culture démocratique et pour la promotion d'un panafricanisme volontariste.

Kalilou Sylla part de constats sur l'état du « marché politique » en Afrique et de la faible productivité d'idées dans un contexte de monopole partisan (parti dominant ou unique) pour expliquer les permanences de l'économie de rente et ses conséquences. Il montre comment le marketing politique a pu donner, un moment, une vision déformée du leader africain hors des frontières nationales et faire paraître des « gouvernants patriotes ». Sous la pression des conditionnalités, dont la démocratisation est une composante, les marchés africains sont condamnés, à brève échéance, à l'ouverture. De nouvelles forces d'intégration régionale vont jouer (le NEPAD par exemple) et il importe que les dirigeants du continent prennent en compte le secteur informel à « fort capital social » transfrontalier dans une stratégie d'intégration à la base.

Enfin la contribution de Bernard Founou Tchigoua replace le panafricanisme dans le contexte des rapports de force financière et économique à l'échelle mondiale. Il démontre le rôle de l'intégration dans de grands ensembles dans les luttes implacables qui ont cours sur les marchés internationaux. Il met en garde contre le phénomène des regroupements en trompe l'œil et qui multiplient les regroupements économiques sur le continent africain. Il affirme : « la substitution de la problématique de l'intégration économique à celle du panafricanisme renvoie à une conception doublement erronée », et il avance des propositions précises à court, moyen et long termes pour une reprise du mouvement panafricaniste militant et opérationnel.

4 Intégration régionale, démocratie et panafricanisme: paradigmes anciens, nouveaux défis

La troisième et dernière partie présente deux textes qui veulent proposer un regard critique, l'un, celui de J.P. Olivier de Sardan, sur la nature de l'État telle que subie par la grande masse des peuples africains. Des exemples sont puisés dans le vécu quotidien de pays francophones. Le chercheur sur la base d'enquêtes et d'analyses démonte les mécanismes qui à travers des pratiques et des habitudes produisent « l'État africain » contre-performant avec ses dysfonctionnements et la mal gouvernance pour résultat. L'autre texte, celui de Alexis Adandé s'est appesanti sur le rôle souvent ambigu de l'intelligentsia africaine qui a pourtant un devoir historique majeur pour la transformation qualitative de la situation présente du continent. Sa mission de pourvoyeuse d'idées qu'elle remplit parfois avec brio est souvent annihilée par des pratiques sociales en contradiction avec les orientations ou les mesures préconisées dans le sens du progrès des peuples africains. L'espoir reste permis à condition que les forces de changement puissent surpasser un jour prochain celles d'inertie qui paralysent l'Afrique.